

ÉDITO

Des élections pour rien ?

Par Alexandre MEDVEDOWSKY et Anne-Laure CATTELOT



Alexandre Medvedowsky est diplômé de l'IEP Paris, titulaire d'un DEA en Macroéconomie (Paris I) et ancien élève de l'École Nationale d'Administration (promotion Denis Diderot, 1984-1986).

Magistrat au Conseil d'Etat à partir de 1986, il siège au cabinet de Laurent Fabius alors président de l'Assemblée Nationale de 1990 à 1992. De 1998 à 2001, il est professeur associé à l'Université d'Aix-Marseille III et enseigne à l'IEP de Paris jusqu'en 2006. Il a été conseiller général des Bouches-du-Rhône de 1998 à mars 2015. Nommé conseiller d'Etat en juillet 2001, il rejoint ESL & Network Holding la même année et intègre le Directoire d'ESL & Network Holding. En 2005, il est nommé président d'ESL & Network France. Il est nommé président du Directoire le 1er janvier 2013. Il a été président du SYNPIE, le syndicat français de l'intelligence économique entre 2014 et 2022. Il est Président d'ESL. Il est également Président de NSI.



Spécialiste des politiques publiques européennes, nationales et territoriales, Anne-Laure Cattélot entame sa carrière professionnelle au Parlement européen. Elle poursuit en pilotant des projets

européens au CNRS et au Conseil général des Côtes d'Armor, et travaillera au cabinet de Claudy Lebreton, président de l'ADF. Elle rejoint ensuite celui du président de la Métropole européenne de Lille, Damien Castelain, où elle gère les dossiers liés aux transports et au développement économique. En 2017, elle est élue députée du Nord. Elle siège au sein de la commission des Finances de l'Assemblée nationale et est nommée co-rapporteuse spéciale du budget infrastructures et services de transports. Elle a été missionnée deux fois par le Premier ministre et a produit des rapports sur le déploiement de l'industrie du futur 4.0, et sur l'avenir des forêts et de la filière bois en France. Elle rejoint en juillet 2022 le cabinet Rivington en tant que Directrice générale adjointe. Elle occupe la fonction de Directrice Associée d'ESL Rivington et de Managing Partner d'ESL European Affairs. Depuis janvier 2025, elle occupe la fonction de Vice-Présidente du Pôle « Influence » de l'ADIT.

Le titre de notre éditorial est bien sûr un tantinet provocant alors que vient de se dérouler un exercice démocratique de grande ampleur dans notre pays. 36000 communes sont désormais pourvues d'un maire, d'un conseil municipal, et dans quelques jours les intercommunalités et métropoles désigneront leur exécutif. La participation a été de 57%, chiffre plutôt faible pour un scrutin qui intéresse habituellement les Français (62% en 2014, 2008 et 2001) mais sans que ce soit un signe de désaffection démocratique.

Tous les observateurs de la vie politique, dont les experts de NSI Group que nous sommes, attendaient ce scrutin avec gourmandise pour déceler des tendances, écarter des hypothèses, anticiper les rapports de force à 14 mois de l'élection présidentielle. C'est sur ce plan que la lecture des résultats et les enseignements qui s'en dégagent peuvent nous laisser penser que rien n'a beaucoup avancé et que le paysage politique reste extrêmement confus et fragmenté.

La soirée électorale du deuxième tour a montré les mines réjouies des représentants des appareils politiques de tous bords – à l'exception peut-être des Verts –, qui, plus encore qu'à l'habitude, expliquaient les raisons de leurs succès. De l'extrême gauche à l'extrême droite, tout l'arc en ciel politique avait de quoi dire.

LFI pouvait jubiler de voir le mouvement s'ancre dans les territoires, remporter peu de succès mais quelques victoires spectaculaires (à Saint Denis, Roubaix, La Courneuve), d'être au centre des conversations de la gauche. Le Parti Socialiste, attaqué sur sa stratégie d'alliance locale au cas par cas avec LFI, qui s'est révélée plutôt perdante (à Brest, Avignon, Clermont Ferrand etc), pouvait légitimement se congratuler de quelques beaux succès (à Strasbourg, Saint Étienne, Amiens ou Pau) et de sa résilience dans les très grandes villes (à Paris, Marseille, Lille, Montpellier, Rennes). Le bloc central, heureux de son succès sans bavure au Havre, se réjouissait de la conquête de Bordeaux, de ses victoires à Nevers, Bayonne, Tarbes. Les LR se confirmaient premier parti d'élus de France et compensaient quelques défaites (notamment à Nîmes) par de belles victoires (à Clermont Ferrand, Brest, Limoges, Besançon) et la conservation de Toulouse promise à la gauche. Enfin, le RN confirmait une implantation territoriale spectaculaire. Sa déception à Toulon et sa défaite à Marseille étaient largement compensées par ses victoires à Carcassonne, Castres, Agde, Menton, Orange, La Flèche, Liévin et celle de leur allié à Nice.

Quelles peuvent être, dès lors, les conséquences de ces succès croisés sur les stratégies présidentielles des principaux prétendants ?

À gauche, il y aura au moins deux candidats : Jean-Luc Mélenchon est conforté dans sa stratégie de radicalité, de radicalisation, de communautarisme, de violence verbale. LFI est persuadé de jouer et de gagner le rapport de force interne à la gauche. La gauche de gouvernement, la social démocratie, vomissant Mélenchon, reste en quête de son champion. Raphaël Glucksmann, conforté par le rejet des alliances locales PS/LFI/Verts (à l'exception de Nantes et de Lyon) reste concurrencé par François Hollande, Jérôme Guedj, François Ruffin, Marine Tondelier, et quelques autres. Sans primaire, le choix d'un leader sera bien difficile à trouver. Bloc central et LR restent dans une guerre de position dont on ne voit pas pour l'instant l'issue. Chefs de partis, Gabriel Attal et Bruno Retailleau disposent de troupes et d'argent. On ne les voit pas renoncer pour l'instant. Édouard Philippe, fort de son succès au Havre, entend prendre l'initiative mais Horizon n'est pas Raison... Restent en plus David Lisnard, Xavier Bertrand, Dominique de Villepin etc... Aucun n'est éliminé. Les élections municipales n'ont pas soigné les égos. Enfin, le RN poursuit son chemin. Jordan Bardella et (ou) Marine Le Pen, selon les décisions de justice, sont à peu près assurés l'un ou l'autre d'être présent au deuxième tour de l'élection présidentielle. Cela ne signifie pas qu'il sera facile d'atteindre les 50% au deuxième tour. Mais c'est plus confortable de faire la course en tête. Tous les autres se battent pour la deuxième place.

Les élections municipales n'ont pas tordu le coup à l'hypothèse d'un deuxième tour Bardella (ou Le Pen) - Mélenchon. Il va falloir que le PS, le bloc central et la droite républicaine fassent un gros effort sur eux-mêmes pour l'empêcher. En sont-ils capables ? Les prochaines semaines seront décisives ●

« la lecture des résultats et les enseignements qui s'en dégagent peuvent nous laisser penser [...] que le paysage politique reste extrêmement confus et fragmenté. »

REGARD D'EXPERT

Quelle perspective pour une nouvelle négociation américano-iranienne ?

Par **Bertrand BESANCENOT**



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il a notamment été nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

L'annonce par le président Trump qu'il reporte de 5 jours son ultimatum à l'Iran et que des discussions avec Téhéran seraient déjà parvenues à des « accords majeurs » – pour surprenante qu'elle soit – ne peut qu'être bien accueillie. Car si la menace de frappes sur les centrales électriques iraniennes était mise à exécution, il y avait un risque d'une escalade dangereuse menant à un drame humanitaire – des millions de personnes dans le Golfe privées d'eau et d'électricité – et à une crise énergétique et économique mondiale du fait de frappes en retour sur les installations pétrolières et gazières de la région.

La question qui se pose d'abord est pourquoi ce revirement du président américain ? Il semble qu'il soit lié aux craintes des milieux d'affaires américains devant un risque d'enlisement et même du Pentagone en raison notamment de tensions sur les stocks de missiles. Il tient sans doute aussi aux pressions des pétromonarchies du Golfe, affolées par la perspective de dommages graves sur leur ressource essentielle, et par les efforts diplomatiques de ces mêmes pays, de concert avec le Pakistan et la Turquie inquiets des conséquences d'un embrasement de la zone.

Le président Trump tente donc une fois encore d'obtenir par une négociation sous la pression militaire des concessions du régime iranien allant au-delà de l'accord nucléaire de 2015. Cela ne signifie pas pour autant la cessation des frappes sur les sites non-énergétiques, ni que le président ait renoncé à une opération des Marines pour forcer le déblocage du détroit d'Ormuz. Trump a également évoqué un changement de régime à Téhéran.

Les Iraniens ont de leur côté nié l'existence de telles discussions avec les Américains. Ce faisant, ils veulent montrer qu'ils sont prêts à poursuivre une guerre d'usure et qu'ils disposent encore d'une

capacité de nuisance : drones et missiles, intervention des Houthis en mer rouge, terrorisme. En réalité, ils souhaiteraient arrêter la casse, tout en préservant le régime et ses capacités de dissuasion, et en tentant d'obtenir par une négociation in fine un engagement contraignant qu'il n'y ait plus d'attaques américaines et israéliennes sur l'Iran ainsi qu'une levée des sanctions.

Naturellement, Netanyahu n'est pas satisfait de ce développement, car il tient toujours à « finir le travail » en Iran et au Liban (en éliminant le Hezbollah). Mais il sait qu'il dépend étroitement des États-Unis, militairement, financièrement et politiquement.

Il existe donc une opportunité de négociation, mais elle se heurte à une série d'obstacles :

- Téhéran a démenti l'existence-même de discussions avec les États-Unis et conserve apparemment une capacité de frappe par missiles et drones.
- Le problème essentiel est que les positions des protagonistes sont très éloignées et difficilement conciliables, notamment sur le programme balistique iranien et sur une levée immédiate des sanctions américaines. Quand le président Trump évoque des « accords majeurs », cela va-t-il au-delà d'un modus vivendi dans le détroit d'Ormuz ?
- On peut penser que le président américain

cherche surtout – outre faire baisser le cours du pétrole – à gagner du temps pour permettre à ses Marines d'être sur site et de mener une opération de commando pour « débloquer » le détroit d'Ormuz.

- Netanyahu de son côté fera tout pour que cette négociation n'aboutisse pas et on sait qu'il a été capable à plusieurs reprises d'entraîner Trump vers ses propres objectifs. Il a d'ailleurs rappelé qu'il avait l'intention de poursuivre ses opérations en Iran et au Liban.
- Les Gardiens de la Révolution – qui tiennent en main l'Iran – peuvent persévérer dans leur guerre d'usure en espérant que leur résistance obligera Trump à arrêter le conflit.

La conclusion que l'on peut tirer de cette situation est qu'il faut souhaiter que les discussions ne soient pas seulement une partie de « poker menteur » et permettent d'éviter une escalade très dangereuse ; mais que si la négociation se confirme, elle a toutes les chances d'être très difficile et de ne pas aboutir, car elle met aux prises des protagonistes intransigeants et roués.

De son côté, la France fait ce qu'elle peut pour encourager une désescalade et tenter de protéger le Liban ; mais elle n'est pas un acteur majeur, même si elle est clairement le pays européen le plus actif politiquement au Moyen Orient ●



© Planet Volumes, Unsplash+

REGARD D'EXPERT

Les dix péchés capitaux géostratégiques de l'Europe

(partie ½)

Par **Gustavo DE ARISTEGUI**



Gustavo de Aristegui est diplomate de carrière, a été ambassadeur d'Espagne en Inde, accrédité au Bhoutan, Népal, Maldives et Sri Lanka. Il est analyste géopolitique et ancien parlementaire espagnol (2000-2012).

Auteur de quatre ouvrages sur le terrorisme islamiste, il est chroniqueur régulier dans La Razón et El Debate Tv et radio.

Il est des moments où l'Histoire exige davantage qu'une déclaration de principes. Elle exige lucidité, vision, courage et audace. Pendant trois décennies, le Vieux Continent s'est offert le luxe d'ignorer la réalité extraordinairement dangereuse qui nous entoure. Ivan Krastev, de l'Institut des Sciences Humaines de Vienne, l'a expliqué avec une clarté méridienne : l'Europe a trop longtemps confondu ses normes avec la réalité internationale, et cette confusion a un coût que nous commençons seulement à payer. La cécité de nos dirigeants est généralisée, et seuls quelques-uns semblent s'être éveillés de leur irresponsable somme pacifiste.

C'est cependant au sein de la gauche européenne que l'absurdité du refus d'accepter la brutale réalité d'un monde de plus en plus dangereux atteint son zénith. Des modèles de leadership égoïstes, intéressés et idéologiquement motivés constituent une invitation

au désastre au moment le plus délicat que l'Europe ait connu depuis la fin de la Guerre Froide. La gauche occidentale en général, et la gauche européenne en particulier, erre sans boussole. Elle demeure ancrée dans les années quatre-vingt-dix, dans cet exceptionnel et éphémère moment de prospérité stratégique consécutif à l'implosion soviétique, lorsque l'Occident crut que la « fin de l'Histoire » était une réalité et non une illusion. Comme le philosophe George Santayana nous en avait prévenus avec une acuité inégalable : « Ceux qui ne se souviennent pas du passé sont condamnés à le répéter » (*The Life of Reason*, 1905). L'Europe en offre une démonstration d'une régularité alarmante.

Il est impératif d'abandonner le wishful thinking — cette pensée désidérative que l'analyste américain Robert Kagan a diagnostiqué comme le mal endémique de la politique étrangère européenne — car c'est la condition sine qua non pour redevenir un acteur pertinent sur le nouveau plateau géopolitique en ébullition.

Il faut accepter que le nouveau désordre mondial existe, s'y adapter avec urgence et se préparer au pire, avec une stratégie claire et sans relâche. Il est urgent de cesser de croire que nous pouvons imposer le droit international à tous les acteurs du système. Comme Henry Kissinger l'écrivait dans son dernier ouvrage,

Leadership : Six Studies in World Strategy (2022) : le fondement de tout ordre international durable n'est pas l'élégance de ses règles écrites, mais la volonté crédible de ceux qui en bénéficient de le défendre par la force si nécessaire. L'Europe a manifestement manqué de cette volonté. Depuis 1990, l'Occident a combattu dans le cadre du Droit International Public et du Droit International Humanitaire face à des adversaires qui ne respectent aucune règle.

C'est le point de départ incontournable de toute analyse sérieuse. Nous devons respecter le Droit International, mais être implacables — dans ce cadre — envers ceux qui ont décidé de se déclarer nos ennemis. Le prix de notre naïveté a un nom et un visage. Ce sont les dix péchés capitaux géostratégiques de l'Europe, dont l'énumération constitue le véritable bilan de trois décennies d'irresponsabilité et de cécité géostratégique.

Premier péché : L'illusion normative

Croire que nous pouvons imposer le respect du Droit International Public et du Droit International Humanitaire à des acteurs qui n'ont jamais eu la moindre intention de les respecter. L'illusion normative européenne a été, selon la formule célèbre de Robert Kagan, l'arme la plus puissante des autocrates contre nous-mêmes. Nous avons construit des institutions multilatérales, rédigé des traités, tenu des sommets, et cru que le seul fait de codifier les normes équivalait à les faire respecter. La Russie en Géorgie en 2008, en Crimée en 2014 et en Ukraine en 2022 nous a enseigné qu'il n'en était rien. Il nous a fallu quatorze ans pour en tirer la leçon.

L'historienne Anne Applebaum — lauréate du prix Pulitzer et l'une des analystes les plus rigoureuses du recul démocratique — a soutenu avec une force implacable dans *Twilight of Democracy* que supposer que les normes libérales dompteraient progressivement les puissances autoritaires n'était pas une politique, mais une illusion confortable entretenue par l'intérêt personnel et la lâcheté intellectuelle. La leçon de la Géorgie n'a pas été retenue. Celle de la Crimée non plus. C'est l'Ukraine qui a payé le prix de notre amnésie.



© Curated Lifestyle, Unsplash+

Deuxième péché : Le piège des règles d'engagement

Combattre avec des règles d'engagement que nos adversaires ignoraient systématiquement. Nous avons combattu avec une main attachée dans le dos face à des ennemis qui n'avaient aucune restriction opérationnelle. L'asymétrie des règles que nous nous sommes auto-imposées a été l'un des facteurs les plus déterminants dans la dégradation du pouvoir dissuasif occidental. Le général américain H.R. McMaster, dans son oeuvre fondamentale *Battlegrounds : The Fight to Defend the Free World*, a documenté avec précision la manière dont cette asymétrie normative a été délibérément et systématiquement exploitée par les puissances révisionnistes.

L'ancien commandant suprême de l'OTAN, le général Philip Breedlove, a renforcé cette évaluation en témoignant devant le Sénat américain que des contraintes asymétriques auto-imposées ne constituent pas un signe de supériorité morale, mais une invitation ouverte à l'exploitation par des adversaires qui ne connaissent aucune contrainte équivalente.

L'auto-handicap opérationnel au nom du droit a systématiquement produit la défaite stratégique habillée en langage de légitimité.

Troisième péché : Cécité face aux puissances révisionnistes

Fermer les yeux sur la réalité des rivalités croissantes avec les puissances révisionnistes. Russie, Chine, Iran, Corée du Nord : des acteurs qui depuis trente ans annoncent leur volonté de reconfigurer l'ordre international et auxquels l'Europe a répondu par des réunions, des communiqués et des sanctions qui n'ont en aucun cas modifié leur comporte-

ment stratégique. Victoria Nuland, ancienne Sous-Secrétaire d'État aux Affaires Politiques, a averti à maintes reprises que Moscou n'interprétait pas la modération occidentale comme de la prudence, mais comme de la faiblesse. Elle avait raison.

La prescience de George Kennan rend l'échec encore plus accablant. Publiant en 1997 dans le *New York Times* son célèbre essai *A Fateful Error*, Kennan avertissait que l'élargissement de l'OTAN vers l'Est, sans l'édification d'une architecture dissuasive crédible à la clé, risquait de provoquer précisément le revanchisme russe qui s'est depuis matérialisé. Il fut ignoré. Le plus grand prophète stratégique du vingtième siècle fut renvoyé comme une relique par les capitales qui avaient le plus besoin de l'écouter.

Quatrième péché : L'échec de la politique de voisinage

Ne pas comprendre que le voisinage européen est l'un des plus dangereux, instables et volatils au monde, et que tenter de le stabiliser par la simple exportation de normes et de valeurs — sans le pouvoir ni la volonté de les imposer — est un suicide stratégique. Nos frontières immédiates — le Sahel, le Maghreb, la Méditerranée orientale, le Caucase, la rive nord de la mer Noire — sont des zones de fracture permanente qui exigent une politique active, et non déclarative. Le politologue Lucan Ahmad Way l'a formulé avec clarté : la politique de voisinage européenne a été, au mieux, un exercice de bonnes intentions sans conséquences ; au pire, une invitation à ce que d'autres acteurs remplissent le vide que l'Europe refuse d'occuper.

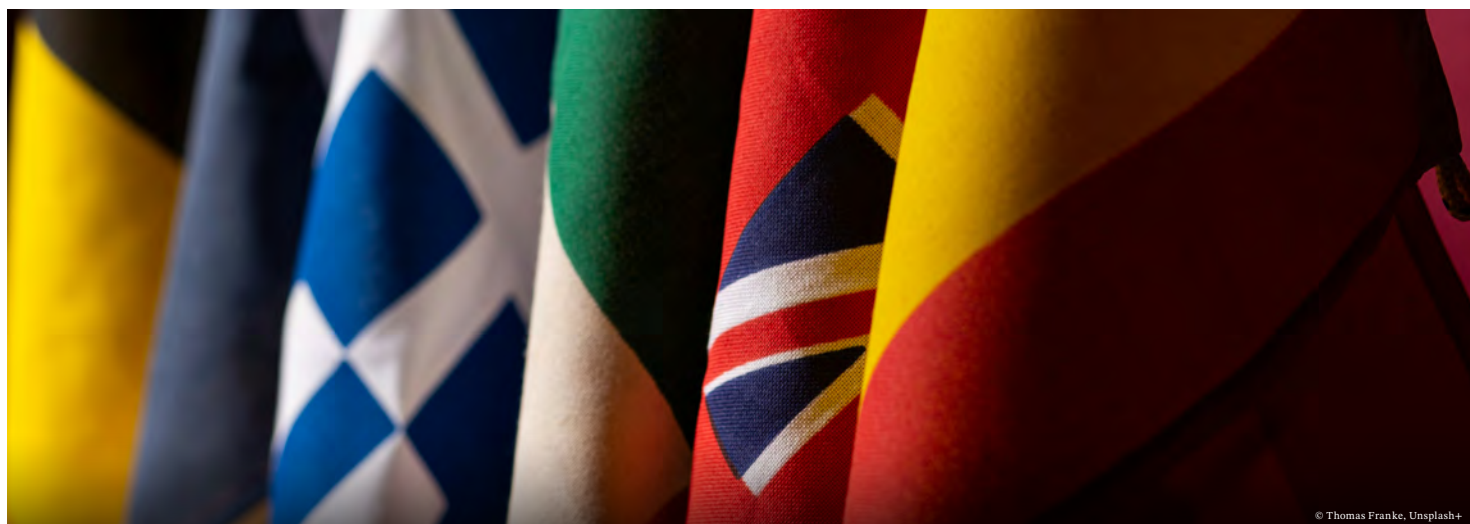
Thierry de Montbrial, fondateur de l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI) et l'une des intelligences géopolitiques les plus respectées

d'Europe, soutient de longue date qu'une puissance qui refuse d'agir n'est pas une puissance pacifique : elle est une puissance absente. Et la géopolitique, comme la physique, a horreur du vide. Ce vide abandonné par l'Europe n'a pas été comblé par la démocratie : il l'a été par la Russie, la Chine, l'Iran et les insurrections djihadistes.

Cinquième péché : La migration sans politique

Les politiques migratoires de portes ouvertes qui ont importé le conflit au cœur même de nos sociétés. Nous avons accepté un nombre immense d'immigrés sans politique d'intégration claire et sans exiger le respect des lois des sociétés d'accueil. Le résultat a été l'importation de fractures identitaires, religieuses et culturelles qui fragmentent la cohésion sociale, fondement de toute capacité collective de défense. Il ne s'agit pas de nier la dimension humanitaire du phénomène migratoire, mais de reconnaître que l'absence de politique n'est pas une politique humanitaire : c'est une irresponsabilité gouvernementale aux dimensions cosmiques.

Le sociologue germano-britannique Ralf Dahrendorf avait pressenti le dilemme avec une troublante exactitude. Dans son analyse des sociétés libérales sous pression, Dahrendorf soutenait que le véritable test des sociétés ouvertes n'est pas de savoir si elles accueillent les nouveaux arrivants, mais si elles possèdent la capacité institutionnelle et la volonté politique de les intégrer dans un cadre civique partagé. L'absence de cette volonté n'est pas de la générosité : c'est une abdication du premier devoir de l'État envers ses propres citoyens ●



© Thomas Franke, Unsplash+

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslrington.com

ESL (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL Rivington conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.